



**PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2019 – MISSION ADMINISTRATION
GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT**

Commission des lois

**Avis n° 153 (2018-2019) – Tome I de M. Pierre-Yves Collombat (Ratt. Communiste
républicain citoyen et écologiste – Var)
déposé le 22 novembre 2018**

Après avoir entendu M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, le mardi 13 novembre 2018, la commission des lois, réunie le mardi 27 novembre 2018, sous la présidence de **M. Philippe Bas**, président, a examiné, sur le **rapport pour avis de M. Pierre-Yves Collombat**, les **crédits de la mission « Administration générale et territoriale »** inscrits au projet de loi de finances pour 2019.

Le rapporteur a présenté l'évolution des crédits prévus pour chaque programme composant cette mission :

- **diminution des crédits** du programme « **Administration territoriale** », à périmètre constant, de 1,5 % en autorisations d'engagement et de 1,2 % en crédits de paiement, qui s'établissent à 1 657 millions d'euros ;

- **hausse des crédits** du programme « **Vie politique, culturelle et associative** », liée à la tenue des élections européennes en mai 2019, de 69,7 % en autorisations d'engagement et de 64,3 % en crédits de paiement, qui s'établissent à 207 millions d'euros ;

- **hausse des crédits** du programme « **Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur** », à périmètre constant, de 3,8 % en autorisations d'engagement, pour s'établir à 923 millions d'euros, et de 2,7 % en crédits de paiement, qui s'établissent à 976 millions d'euros.

Récapitulatif des crédits de la mission
(en millions d'euros)

	AE		CP	
	LFI 2018	PLF 2019	LFI 2018	PLF 2019
Programme 307 Administration territoriale	1 696	1 657	1 691	1 657
Programme 232 Vie politique culturelle et associative	122	207	126	207
Programme 216 Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	879	923	940	976
Total	2 697	2 787	2 757	2 840

Sur le programme « **Administration territoriale** », le rapporteur a déploré l'**enchaînement des réformes** et la **diminution continue des moyens en personnels dans les services déconcentrés de l'État** (suppression de 200 équivalents temps plein prévue par le schéma d'emploi pour 2019).

Il a relevé le **manque de préparation de la réforme de la délivrance des titres** mise en œuvre dans le cadre du plan « *Préfectures nouvelle génération* », qui a engendré de très grandes difficultés en raison de dysfonctionnements techniques des systèmes informatiques dédiés aux certificats d'immatriculation et aux permis de conduire. Au regard des difficultés posées par la dématérialisation des procédures de délivrance des titres, il a souligné la **nécessité d'adapter le numérique à tous les publics**.

Le rapporteur a noté que l'administration territoriale s'apprêtait à connaître une **nouvelle réforme**, dont les orientations ont été esquissées par la **circulaire du Premier ministre du 24 juillet 2018** sur l'organisation territoriale des services publics.

Concernant la réaffirmation du **rôle de l'État dans le domaine de l'ingénierie territoriale**, annoncée depuis deux ans, il a regretté la **faiblesse des renforts** en personnel pour les préfectures et sous-préfectures, ainsi que l'inachèvement de la cartographie des moyens en matière d'ingénierie.

Sur le programme « **Vie politique culturelle et associative** », le rapporteur a rappelé la nécessité de la bonne information des citoyens sur la **réforme de l'établissement des listes électorales**.

Concernant la **Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques** (CNCCFP), il a relevé les difficultés relatives à l'évaluation objective des dépenses électorales et les incohérences du système de contrôle de ces dépenses.

Sur proposition du rapporteur, la commission des lois a émis un avis défavorable à l'adoption des crédits de la mission « Administration générale et territoriale de l'État » inscrits au projet de loi de finances pour 2019.



Consulter le rapport : <http://www.senat.fr/rap/a18-153-1/a18-153-11.pdf>

Commission des lois du Sénat

<http://www.senat.fr/commission/loi/index.html> - Téléphone : 01 42 34 23 37